



### L'Alliance CFE UNSA Énergies défend l'avenir de la filière nucléaire française et de ses salariés

En signant l'EDEC ou Engagement de Développement des Emplois et Compétences de la filière nucléaire, l'Alliance CFE UNSA Énergies fait de l'avenir des salariés la clef de l'avenir de la filière nucléaire française. Dans le même temps, c'est inlassablement qu'elle défend les atouts du nucléaire au niveau français comme européen au nom du climat, de la réindustrialisation du pays, de sa souveraineté énergétique et de sa sécurité d'alimentation électrique.



Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences est co-financé par l'État et l'OPCO2i, opérateur de compétences interindustriel dont les partenaires sociaux de la branche des IEG sont co-fondateurs.

Avec ses 220 000 emplois en France, la filière nucléaire est en effet la troisième filière industrielle du pays en termes d'emplois. Son avenir nécessite par conséquent de « garantir le maintien et le renouvellement des compétences sur l'ensemble de la chaîne de valeur ».

Convaincue que la question de l'emploi et des compétences est centrale pour l'avenir des filières industrielles et donc de celle de l'énergie, l'Alliance CFE UNSA Énergies ne cesse de réclamer aux employeurs de la branche des IEG un travail en profondeur permettant d'anticiper et d'agir sur cette question pour sécuriser les parcours professionnels des salariés mais aussi pour pérenniser et valoriser leurs emplois et leurs compétences.

Dans cette perspective, l'Alliance CFE UNSA Énergies est pleinement engagée dans l'EDEC de la filière nucléaire. Signé par l'État, les partenaires sociaux (employeurs et salariés) des branches des Industries Électriques et Gazières et de la Métallurgie et le GIFEN (Groupement des Industriels Français de l'Énergie Nucléaire), cet EDEC est le signe de l'engagement de tous les acteurs de la filière pour défendre son avenir en assurant celui de ses salariés. Cet

Les travaux de cet EDEC, qui ont débuté en mars 2021 pour une durée de 2 ans, incluent un état des lieux et des études prospectives sur les métiers, compétences et formations de la filière nucléaire mais aussi des actions concrètes à mettre en œuvre pour répondre aux besoins de formation, développer l'alternance, l'attractivité et la mixité de la filière. Un beau programme de travail auquel l'Alliance CFE UNSA Énergies participe pleinement pour défendre l'avenir des salariés et l'excellence des compétences du nucléaire.

A l'heure de l'urgence climatique, l'Alliance CFE UNSA Énergies ne cesse de rappeler l'atout aussi incontournable qu'inestimable du nucléaire. Si on y ajoute les impératifs remis au goût du jour que sont la sécurité d'alimentation électrique, la stabilité des prix de l'électricité pour le pouvoir d'achat des citoyens et la compétitivité des entreprises, la



réindustrialisation et la souveraineté de la France, le nucléaire est plus que jamais une solution d'avenir.

L'Agence Internationale de l'Énergie ne dit pas autre chose quand elle revoit à la hausse ses prévisions de production nucléaire en 2050, via la prolongation des parcs existants et la construction de nouveaux réacteurs. Même au sein de la Commission européenne, certains n'hésitent plus à affirmer qu'il n'y aura pas de Green Deal sans nucléaire, quitte à prendre les Allemands à rebrousse-poil.

Ces arguments, l'Alliance CFE UNSA Énergies les utilise dans la bataille européenne qu'elle conduit en faveur de l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie en cours de définition à Bruxelles. Il s'agit d'assurer le financement des investissements dans le nucléaire et le déploiement de technologies européennes, et donc de la filière européenne du nucléaire en Europe. L'Union européenne n'a en effet pas le droit de se tirer une balle dans le pied en ouvrant un boulevard au nucléaire russe, chinois ou américain en Europe.

Plus près de nous, dans l'hexagone, la bataille fait tout autant rage. Qu'il s'agisse des travaux de RTE sur le mix électrique 2050 ou des prochaines échéances électorales, l'Alliance CFE UNSA Énergies défend tout d'abord la prolongation la plus large possible du

parc nucléaire existant en évitant de reproduire l'hérésie qu'a constituée la fermeture de Fessenheim. Dans cette perspective, elle demande au Gouvernement de revoir à la hausse la trajectoire de consommation d'électricité et donc de corriger la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Elle défend tout autant l'engagement du renouvellement du parc dans les meilleurs délais, ce qui suppose un engagement sans faille de l'État, tant politique et financier. C'est probablement l'un des enjeux des prochaines échéances électorales françaises, auxquelles l'Alliance CFE UNSA Énergies prendra toute sa part pour défendre l'intérêt des salariés.

Grand carénage, programme des futurs EPR2, projet français de SMR... ces grands projets industriels destinés à assurer la pérennité de la filière nucléaire ne réussiront que si elle dispose des compétences et de l'expertise nécessaires. C'est là que l'EDEC de la filière nucléaire prend tout son sens !

Plus largement, la transition énergétique ne réussira que si son volet social est à la hauteur de l'enjeu. Cet EDEC nucléaire, comme hier l'EDEC de la filière électrique ou demain celui des activités gazières, y a toute son importance !

**En signant l'EDEC de la filière nucléaire, l'Alliance CFE UNSA Énergies insiste sur la nécessité de donner une véritable dimension sociale à la transition énergétique, loin des effets d'annonce des dirigeants politiques qui oublient que cette transition bas carbone, ce sont les salariés qui la mettront en œuvre !**

